

# Memorial

des

# MEMORIAL

DU

## Großherzogthums Luxemburg.

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Freitag, 31. August 1877.

N<sup>o</sup> 45.

VENDREDI, 31 août 1877.

Gesetz vom 27. August 1877, betreffend die Concession einer Eisenbahn zur Verbindung der Nordlinie der Wilhelm-Luxemburg-Bahn mit der Deutschen Grenze in der Richtung von Stolberg und Aachen.

Nir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 26. Juli 1877 und derjenigen des Staatsrathes vom 3. August c., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Einziger Artikel.** Die unter dem 25. — 29. Mai 1877 zwischen der Regierung des Großherzogthums Luxemburg und dem Comité für den Bau einer Eisenbahn von Aachen nach Stolberg einerseits, und nach der Grenze des Großherzogthums anderseits abgeschlossene Uebereinkunft, welche gegenwärtigem Gesetze angefügt ist, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Soestdijk, den 27. August 1877.

Für den König-Großherzog:

Deffen Statthalter

Der Staatsminister, im Großherzogthum,  
Präsident der Regierung, Heinrich,  
F. de Blochausen. Prinz der Niederlande.

*Loi du 27 août 1877, ayant pour objet la concession d'un chemin de fer de jonction de la ligne du Nord du Guillaume-Luxembourg à la frontière allemande, dans la direction de Stolberg et Aix-la-Chapelle.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 juillet 1877, et celle du Conseil d'Etat du 3 août suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Est approuvée la convention, conclue le 25-29 mai 1877 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Comité pour l'établissement d'un chemin de fer d'Aix-la-Chapelle et Stolberg, d'une part, et la frontière du Grand-Duché, d'autre part, laquelle convention est annexée à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Soestdijk, le 27 août 1877.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

Le Ministre d'Etat, dans le Grand-Duché,

Prés. du Gouvernement,

HENRI,

F. DE BLOCHAUSEN.

PRINCE DES PAYS-BAS.

# CONVENTION.

Entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. le baron Félix de Blochausen, ministre d'État, président du Gouvernement,

Et le Comité pour l'établissement d'un chemin de fer entre Aix-la-Chapelle et Stolberg, d'une part, et la frontière du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, Comité composé de MM. A. Christoffel, industriel, demeurant à Montjoie; W. Bergenthal, industriel, demeurant à Warstein; E. Landsberg, directeur général de la Société de Stolberg, demeurant à Aix-la-Chapelle, et J.-B. Maas, avocat, demeurant à Aix-la-Chapelle, d'autre part,

A été convenu et arrêté ce qui suit:

## Art. 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'engage à concéder au dit Comité, ou à la Société anonyme qui lui sera substituée et à laquelle il a le droit de transférer la dite concession, un chemin de fer partant d'un point de la ligne du Nord du chemin de fer Guillaume-Luxembourg, entre Clervaux et la frontière belge, vers la frontière prussienne dans la direction d'Aix-la-Chapelle et Stolberg, passant près ou par Corneli-Munster, Montjoie et St-Vith.

## Art. 2.

Cette concession est accordée aux clauses et conditions générales du cahier des charges des chemins de fer Prince-Henri, des 14 décembre 1868 — 27 février 1869.

## Art. 3.

Ledit chemin de fer devra être achevé et livré à l'exploitation en même temps que sera achevé et mis en exploitation le chemin de fer dont la concession a été demandée en Allemagne, de la frontière du Grand-Duché vers Aix-la-Chapelle et Stolberg.

## Art. 4.

Le concessionnaire, ou la société qui lui sera substituée, pourra céder l'exploitation du dit chemin de fer à la société ou à l'administration qui exploitera son prolongement sur le territoire prussien.

Tout traité et tout règlement d'exploitation sera soumis à l'approbation du Gouvernement grand-ducal, qui ne pourra néanmoins refuser cette approbation, si l'exploitation est faite par l'Administration des chemins de fer d'Alsace-Lorraine ou par celle des chemins de fer de Berg-Mark, et pour autant que ce traité d'exploitation ne contienne aucune disposition qui soit contraire aux lois du Grand-Duché.

## Art. 5.

Les tarifs à établir sur la ligne qui fait l'objet de la présente concession seront soumis à l'homologation du Gouvernement du Grand-Duché.

Au point de vue de ces tarifs, la ligne qui fait l'objet des stipulations ci-dessus sera considérée comme faisant partie de son prolongement sur le territoire allemand.

Les tarifs devront en outre assurer, sous le rapport de la direction des transports vers le Grand-Duché, du Grand-Duché, ou en transit à travers le Grand-Duché, les mêmes avantages et le même traitement à tous les transports de même nature et dans les mêmes conditions, que ceux-ci soient dirigés par l'un ou par l'autre des réseaux de chemins de fer grand-ducaux.

**Art. 6.**

La présente concession ne sortira ses effets que pour autant que la concession du prolongement de la ligne de la frontière grand-ducale vers Stolberg et Aix-la-Chapelle ait été accordée sur le territoire prussien au concessionnaire actuel sur le territoire luxembourgeois, ou à la société qui lui serait substituée, dans le délai de deux années à partir de l'approbation des présentes.

Pour le cas où dans ce délai le prolongement sur le territoire prussien de la dite ligne ne serait pas assuré, la présente concession sera considérée comme nulle et de nul effet.

**Art. 7.**

Avant la ratification des présentes par les pouvoirs publics, et pour en assurer l'exécution, les concessionnaires déposeront dans la caisse de l'État un cautionnement de 25,000 francs en fonds d'État agréés par le Gouvernement.

Dans le cas où, conformément aux stipulations de l'article précédent, la concession viendrait à être annulée, ce cautionnement sera restitué. Dans le cas contraire, il sera restitué dans le mois qui suivra la mise en exploitation de la ligne.

**Art. 8.**

Toutes les dispositions du cahier des charges des 14 décembre 1868 — 27 février 1869, qui seraient en opposition avec celles qui précèdent, seront considérées comme nulles et non-avenues.

**Art. 9.**

La présente convention sera enregistrée au droit fixe de deux francs.

Fait en double à Luxembourg, le 25 mai 1877, et Warstein, le 29 mai 1877.

(signé) F. DE BLOCHAUSEN.

(signés) BERGENTHAL ; A. CHRISTOFFEL ; E. LANDSBERG ; MAAS.

**Bekanntmachung. — Prüfungsjury.**

Die Prüfungsjury für die Naturwissenschaften, bestehend aus den H. H. Reuter, Professor am Athenäum, als Präsident, Wies und de Waha, Professoren ebenfalls, de la Fontaine, Districts-Commissar, als Mitglieder, und Alesch, Doctor der Medizin, der Chirurgie und der Geburtshilfe, als Mitglied-Secretär, wird vom 28. September bis zum 4. October künftig in einem der Säle des Athenäums zusammentreten, um zur Prüfung der H. H. Adolph Cary, Eduard Kayser, Gustav Kühnen und Felix Ackermann aus Luxemburg, Karl Müller aus Esch a. d. Alzette, Johann Nicolas Kopp aus Munschausen, Philogone Nepper aus Ettelbrück, Jo-

**Avis. — Jury d'examen.**

Le jury d'examen pour les sciences naturelles, composé de MM. Reuter, professeur à l'Athénée, président, Wies et de Waha, professeurs au même établissement, de la Fontaine, commissaire de district, membres, et Alesch, docteurs en médecine, en chirurgie et en accouchement, membre-secrétaire, se réunira du 28 septembre au 4 octobre prochain, dans une des salles de l'Athénée, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Adolphe Cary, Edouard Kayser, Gustave Kühnen et Félix Ackermann de Luxembourg, Charles Muller d'Esch-sur-l'Alzette, Jean-Nicolas Kopp de Munschausen, Philogone Nepper d'Ettelbruck, Jean Bæver de Holzthum, et Victor Feyder de Greven-

Hann Böver aus Holzthum und Victor Feyder aus Grevenmacher, sämmtlich Recipienden für die Candidatur der Naturwissenschaften zu schreiten.

Die schriftliche Prüfung ist für sämmtliche Examinanden auf den 28. September, 9 Uhr Vormittags und 3 Uhr Nachmittags festgesetzt.

Die mündliche Prüfung findet statt wie folgt:

Für Hrn. Cary, am 28. September, 9 Uhr Vormittags; für Hrn. Kayser, am selben Tage, 3 Uhr Nachmittags; für Hrn. Müller, am 1. October, 9 Uhr Vormittags; für Hrn. Kopp, am selben Tage, 3 Uhr Nachmittags; für Hrn. Nepper, am 2. October, 9 Uhr Vormittags; für Hrn. Böver, am selben Tage, 3 Uhr Nachmittags; für Hrn. Feyder, am 3. October, 9 Uhr Vormittags; für Hrn. Kühnen, am selben Tage, 3 Uhr Nachmittags, und für Hrn. Acker mann, am 4. October, 9 Uhr Vormittags.

Luxemburg den 31. August 1877.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Röbe.

#### Bekanntmachung. — Sparkasse.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß, laut Ermächtigung des Verwaltungsrathes der Sparkasse vom 25. August c., die verlorenen Livrets Nr. 11438 und 15014 des Central-Büreau's für nichtig erklärt und durch Duplikate ersetzt worden sind.

Luxemburg den 28. August 1877.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Röbe.

macher, tous récipiendaires pour la candidature en sciences naturelles.

L'examen par écrit est fixé pour tous les récipiendaires au 28 septembre, à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

L'examen oral aura lieu dans l'ordre suivant:

celui de M. Cary, le 29 septembre à 9 heures du matin; celui de M. Kayser, le même jour à 3 heures de relevée; celui de M. Muller, le 1<sup>er</sup> octobre à 9 heures du matin; celui de M. Kopp, le même jour à 3 heures de relevée; celui de M. Nepper, le 2 octobre, à 9 heures du matin; celui de M. Böver, le même jour, à 3 heures de relevée; celui de M. Feyder, le 3 octobre, à 9 heures du matin; celui de M. Kühnen, le même jour, à 3 heures de relevée, et celui de M. Ackermann, le 4 octobre, à 9 heures du matin.

Luxembourg, le 31 août 1877.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

#### Avis. — Caisse d'épargne.

Il est porté à la connaissance du public qu'en vertu d'une autorisation du Conseil d'administration de la Caisse d'épargne du 25 août courant, les livrets N<sup>os</sup> 11438 et 15014 du bureau central, qui ont été perdus, sont déclarés annulés et ont été remplacés par des duplicatas.

Luxembourg, le 28 août 1877.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.